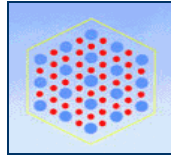


---

Association de Science Régionale De Langue Française



XLème Colloque de l'ASRDLF

Convergence et disparités régionales au sein de  
l'espace européen

Les politiques régionales à l'épreuve des faits

Bruxelles – 1, 2 et 3 Septembre 2004

**LES DYNAMIQUES RURALES 30 ANS APRES : ENTRE  
INTEGRATION ET PERIPHERISATION ECONOMIQUE**

Pascal CHEVALIER

Maître de conférences, Université F. Rabelais  
de Tours et MTE UMR CNRS 5045  
pascal.chevalier@univ-tours.fr

et

Marc DEDEIRE

Maître de Conférences, Université  
Bordeaux 4 et MTE UMR CNRS 5045  
marc.dedeire@u-bordeaux4.fr

**Résumé :**

*Depuis près d'une trentaine d'années, les espaces ruraux d'Europe Occidentale connaissent un renouveau démographique et économique. A la suite d'une revue de la littérature sur la couterurbanization et les espaces périphériques, nous analysons la dynamiques des régions européennes et leurs évolutions sur la période récente afin de comprendre les diversités des situations et d'aborder les différentes formes d'intégration des espaces, depuis les zones métropolitaines jusqu'aux espaces ruraux les plus autonomes.*

**Mots clés :** Couterurbanization, espaces ruraux, intégration, périphérisation, Europe

**Classification :** R12, R23, O52

## LES DYNAMIQUES RURALES 30 ANS APRES : ENTRE INTEGRATION ET PERIPHERISATION ECONOMIQUE

### INTRODUCTION

La place de l'espace rural a fortement évolué au cours des temps. A l'écart des zones d'échange sur la période récente, sa place a pourtant été importante dans l'économie des différents pays occidentaux entre le XVIII<sup>ème</sup> et le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle. Doté de ressources naturelles multiples, l'espace rural alimentait les nations en biens de toutes sortes en s'associant pleinement aux échanges internationaux à une époque où les infrastructures routières, ferroviaires, les transports et l'état des techniques industrielles ne permettaient pas de grosses concentrations. Depuis, le processus de modernisation de l'appareil productif national, engendrant une concentration spatiale des unités de production, a porté atteinte aux espaces ruraux qui se sont *désindustrialisés* peu à peu et ont pris une tonalité de plus en plus agricole par affaiblissement des autres secteurs d'activité.

Si l'affirmation de la dynamique d'une grande partie des espaces ruraux européens, largement observée depuis près d'une trentaine d'année dans la plupart des pays occidentaux, fait consensus au sein de la communauté scientifique (géographes, économistes, sociologues, etc.), l'interprétation du processus et ses origines continuent à alimenter le débat. Pour certains, la dynamique, dans le cadre de la *counterurbanization* (Champion A.G., 1990), est imputable à la croissance urbaine et au processus de métropolisation aujourd'hui largement généralisé au sein de l'Europe Occidentale. Dans cette optique, l'espace rural est dépassé par un processus englobant qui lui est souvent étranger et imposé. Dans ce cas, il est dépendant et périphérique à un modèle urbain qui se généralise et qui supprime tout autre forme de ruralité (*Partie 1*). L'analyse des dynamiques régionales européennes à partir d'une typologie mesurant le degré de dynamisme et de ruralité des espaces régionaux permet de comprendre la diversité des situations actuelles. Les éléments explicatifs de la « dispersion » des activités dans les espaces ruraux européens reposent en partie sur des mécanismes d'intégration et d'autonomie de l'économie de ces espaces (*partie 2*). Enfin, opposer autonomie et périphérie à partir des modalités d'intégrations des espaces entre eux permet de comprendre la *recomposition* des activités rurales conduite par des logiques plus internes à l'espace, qui induisent, chez certains auteurs, une autonomisation des territoires et le développement d'un modèle de ruralité plus spécifique. (*partie 3*)

## 1 RETOUR SUR DES CONCEPTS CLES DE L'ANALYSE DES DYNAMIQUES RURALES

Les concepts clés de l'analyse des dynamiques rurales ont été avancés au cours des vingt dernières années. La théorie de la counterurbanization et ses diverses variantes ne doivent pas cacher la complexité des dynamiques rurales liées leurs origines parfois urbaines et diffuses dans l'espace européen. Cette ambiguïté laisse place à une multitude de mécanisme en cours qui aboutissent à une diversité des campagnes européennes et de leur trajectoire.

### 1.1 La théorie de la « counterurbanization » est-elle toujours porteuses de sens ?

La croissance démographique de l'espace rural a été observée par la première fois au Etats-Unis il y a près de 50 ans. Les premiers travaux<sup>1</sup> traduisant la rupture de la tendance séculaire proviennent des sociologues et démographes américains qui parlent de *turnaround*, expression identique à celle de P. AYDALOT (1984) concernant sa théorie du retournement. Cette expression est liée à une double approche du processus, à la fois spatial, l'espace rural étant soumis au déversement de population d'origine urbaine et à la fois temporel. La littérature sur le *retournement* fait débat au début des année 90 mais pour beaucoup d'auteurs, il s'agit seulement *d'un hoquet de l'histoire, d'un phénomène conjoncturel lié à la crise qui aurait contenu l'exode rural et accentué l'exode urbain. Dans cette hypothèse, le processus s'interrompra avec le nouvel équilibre socio-économique* (KAYSER, 1990, p. 47). Aujourd'hui, les nombreux travaux sur l'espace rural relativisent cette approche, l'expansion périurbaine n'étant plus la seule finalité du retournement démographique. Bon nombre de communes que l'on peut considérer hors de l'influence directe des villes sont concernées par ce retournement de trajectoire démographique, ce qui pose la question des facteurs explicatifs de la dynamique.

La définition de la *counterurbanization* peut être expliquée en se situant entre le changement démographique, par le jeu des migrations et/ou la modification des états démographiques d'une région ou d'une espace donnée (BEALE, 1974). Le terme de counterurbanization peut se décliner selon trois variantes qui sont à peu près utilisées aujourd'hui : le terme de counterurban, de couterurbanizing et de counterurbanization (MITCHELL, 2004). Pour BERRY (1976), la *counterurbanization* est l'antithèse de l'urbanisation. Il y a, dans ce terme,

---

<sup>1</sup> L'un des premiers textes présentant cette transformation radicale aux Etats-Unis provient de C. Beale (1975) *The revival of population growth in non-metropolitan America*, Economic Research Service, Washington, 15 p.

l'idée de *transfusion démographique* depuis la ville vers la campagne ce qui illustre l'image d'une ville au chevet d'un espace rural malade et vieillissant. Il considère que *l'urbanisation est un processus de concentration de la population. Il sous-entend un passage de faible concentration de l'espace vers un état de concentration plus fort. Pour décliner le texte de Tiscale (1942), la counterurbanization est un processus de déconcentration de la population. C'est implicitement un mouvement dynamique en faveur d'une plus faible concentration* BERRY (1976, p.17). Il souligne également l'idée d'un processus conjoint de la croissance démographique des espaces ruraux et des petites villes non métropolitaines et le repli ou la stagnation des grandes villes. Sur le plan purement statistique, Berry montre un phénomène largement visible et mesurable mais, si l'on tient compte de l'espace, la ville rejette à la périphérie la fonction résidentielle sans pour autant considérer les autres fonctions économiques de ces espaces. Même si une relative déconcentration démographique s'observe dans les villes soumises à l'exode, sur le plan statistique, les unités urbaines connaissent une concentration de la population du fait du passage de certaines communes rurales au statut de petite ville. En somme, ce renversement de tendance a une incidence sur la dialectique du rapport ville / campagne où la *counterurbanization* s'est accompagnée d'un déplacement ou d'une restructuration économique comme notamment aux Etats-Unis (GAVIGNAUD, 1983). La ville conserve dans le temps son rôle structurant sur les activités économiques.

En Grande Bretagne, le renouveau démographique a débuté dans les années 50 (HOGGART et BULLER, 1987), comme aux Etats-Unis où la reconquête s'organise dans la périphérie des grands bourgs aisément accessibles par la route. Ce n'est qu'après cette période que, les espaces ruraux "profonds" de l'Ecosse et du Pays de Galles ont connu, à leur tour, une expansion inégalée depuis plus d'un siècle. *C'est ce dernier élément de la counterurbanization britannique - la croissance de la population des régions rurales profondes - qui est le développement le plus significatif* (BULLER, 1991, p. 41).

Des changements clairement visibles se sont révélés en France où les populations quittent les unités urbaines pour des zones moyennes ayant des caractéristiques plus rurales. Des auteurs comme A. CHAMPION (1981) et A. BRUN *et al.* (1992) ont analysé ce processus en avançant l'idée d'une périurbanisation de l'espace rural, idée déjà initiée chez les sociologues comme G. BAUER et J.M. ROUX en 1977.

Bien que spatialement moins étendu qu'en Grande-Bretagne, où le processus est très diffus, ce phénomène, plus tardif en France, est plus intense en terme de taux de croissance. La périurbanisation à la française et la counterurbanization anglo-saxonne sont donc bien deux termes signifiant deux mouvements spatiaux et temporels différents.

La périurbanisation étudiée en France a donné lieu à des variantes et à des interfaces multiples. Initialement, la "*rurbanisation*" selon G. BAUER et J.M. ROUX (1977, p7) est la première forme de périurbanisation. Pour ces auteurs, *est rurbain une zone proche de centres urbains et subissant l'apport résidentiel d'une population nouvelle, d'origine principalement citadine*. L'espace *rurbain* a pour caractéristique de conserver une composante rurale ce qui le différencie de la banlieue où l'espace est totalement urbanisé et contigu à la *ville mère*.

Le développement de la maison individuelle, l'essor de l'automobile, la densification des réseaux de transport et l'enrichissement des classes moyennes ont été des facteurs essentiels de l'explosion de la périurbanisation. Dans la littérature, ce terme de *périurbanisation à la française* est d'ailleurs beaucoup moins bien stabilisé que la *rurbanisation* et connaît des variantes selon les espaces d'observation. Il s'agit d'*espaces subissant l'influence et la croissance de la ville, tout en conservant les activités rurales et agricoles, sur la majorité de leur territoire* (DEZERT *et al.* 1991, p.29). Pour d'autres, l'idée de croissance démographique ne concerne que l'espace rural, lui-même lié à une unité urbaine, la *ville-centre* pouvant, quant à elle, perdre de la population. Enfin, pour A. BRUN (1993), ce sont *les régions qui deviennent métropoles, non telle ou telle agglomération*. Ici, on peut évoquer sans doute l'image d'une urbanisation généralisée et constater que les modes de vie, structures sociales, groupes sociaux se détachent en quelque sorte de la vieille opposition ville / campagne.

Ce dernier point de vue est intéressant car il situe la périurbanisation dans une dimension plus sociale que spatiale. La périurbanisation, tout comme la *rurbanisation*, s'inscrit dans une dimension sociétale où les transformations l'emportent sur les clivages ville / campagne. L'autre aspect important concerne la diffusion spatiale. Considérer une région rurale dans son ensemble comme zone d'étude nécessite d'intégrer des espaces urbanisés, et donc de comprendre les relations entre les espaces à dominante urbaine et ceux à dominante rurale. Dans ce cas, on peut comprendre le fonctionnement des espaces ouverts entre zones rurales et zones urbaines que ces derniers soient *périorurales* et/ou *périurbaines*. Au-delà de ces zones « *frictions* », les espaces ruraux semblent avoir plus d'autonomie, et ces souvent l'hypothèse avancée dans la littérature. Or, l'autonomie d'un espace est parfois tronquée de flux qui sont importants sur le plan de son fonctionnement et qui peuvent avoir des impacts économiques fondamentaux pour l'équilibre de l'espace en question. C'est par exemple, la notion de *desserrement* que nous privilégions pour comprendre les modalités d'intégrations des espaces ruraux entre eux et avec les espaces urbains.

*La counterurbanization* évolue certainement aujourd'hui même si elle contient toujours des composantes démographiques et spatiales. Pour G.CARUSO (2002) ce terme est moins équivoque même s'il est le plus souvent adapté aux réalités nationales. Ce processus semble décrire des phénomènes aujourd'hui plus complexe, certainement plus difficiles à observer. Il semble que les incidences des processus migratoires jouent sur le long terme en faisant varier notamment les modes de consommations d'espaces à la suite d'un changement de modes résidentiels. On assiste de façon générale à des transformations spatiales dues à la fois à de nouvelles concentrations des fonctions économiques et, dans le même temps, à la dispersion relative de l'habitat sur des espaces ruraux de « transfert ». Il y a probablement des causes structurelles et nationales qui marquent les situations des espaces ruraux nationaux.

## **1.2 Entre diffusion du modèle urbain et dispersion des activités : une place ambiguë des espaces ruraux européens.**

L'analyse des dynamiques socio-économiques et la répartition des activités en Europe a été abordée essentiellement par le biais de la géographie urbaine. Dans les notions de réseau urbain, d'armature urbaine, les fonctions économiques des villes tiennent souvent une place très importante. Toutefois, les localisations des activités économiques se complexifient nettement. Alors que l'on observe un renforcement des polarisations principales de certains secteurs, notamment des services supérieurs, au niveau des centres urbains mais également de leur périphérie directe (JOUVAUD, 1996), une certaine *complexification*, voire une *déhiérarchisation* des autres branches d'activités (SAVY, VELTZ, 1993) paraît devoir, en dynamique, s'esquisser nettement.

Dans cette optique, les analyses spatiales effectuées se situent généralement dans le cadre des rapports entre d'une part *des phénomènes d'agglomération* et d'autre part, par opposition, *des phénomènes de dispersion* (AUBERT, PERRIER CORNET, 1997). Du point de vue contemporain, *les thèses sur la métropolisation* contribuent à l'alimentation du modèle d'agglomération. En Europe Occidentale, le gain croissant de population alimente et entretient le regroupement, l'émergence de nouvelles activités commande en partie l'implantation de population. Ce mécanisme fermé fonctionne de manière relativement autonome. Ainsi, là où croît la demande, progresse le nombre d'entreprises industrielles ou tertiaires et vice versa. Dans ces thèses, où les économies d'agglomération sont seules ou tout au moins largement influentes pour expliquer certains processus, les forces induites par les coûts de transport de

matières premières et par la production, comme la main-d'œuvre par exemple, sont laissées pour compte. Pourtant, dans un rapport de force, lorsque le desserrement prend le pied sur l'agglomération, elle produit certains effets de déconcentration qui paraissent importants à analyser pour comprendre certains aspects des dynamiques rurales (DUBOSCQ, MATHIEU 1985). De fait, les débats actuels tentent de tisser des complémentarités entre *villes et campagnes* et montrent finalement que les mécanismes en place sont rarement aussi simples que ce que l'on croit. Les mouvements d'agglomération, de concentration, résultats de l'optimisation de certains avantages, sont fortement ralentis par des facteurs de dispersion. Toujours pour F. AUBERT et P. PERRIER-CORNET, ces derniers sont de deux ordres: le *desserrement* d'une part et de la *dissémination* d'autre part.

Globalement, si la concentration des hommes et des activités semble procurer, au sein de l'Europe Occidentale, des avantages indéniables, favorisant des économies d'échelles, la détérioration de la qualité de vie (FONT, 1997), l'augmentation du prix du foncier lié à sa rareté, organisent de nouvelles formes d'organisation territoriale, comme la périurbanisation. La difficulté à se maintenir dans les centres urbains engendre alors des ségrégations locales entre lieux de résidence et lieux de production. L'évolution de la structure urbaine éloigne ainsi du centre des villes les activités en les repoussant, au moins dans un premier temps, dans sa périphérie directe puis vers des communes rurales de plus en plus éloignées. Selon POLESE (1994), ces desserrements concernent trois échelles – la périphérie directe des villes par la *suburbanisation*, l'aire d'influence des villes par *décongestion*, et les espaces ruraux plus lointains par décentralisation.

A côté de ces processus directement liés à un mécanisme d'expulsion urbaine, l'espace rural peut lui aussi, par ses propres composantes, attirer les activités et les populations, indépendamment des effets de la dynamique urbaine. Les avantages comparatifs qu'il recèle, en terme de biens immobiliers ou de matières premières exploitables sur place (paysages, eaux, faibles densités, espace disponible et non artificialisé entendu comme support de production ou comme espace libre) sont autant d'éléments susceptibles d'expliquer la dissémination des activités et des populations, responsables de la dynamique socio-économique (BERGER, CHEVALIER 2003).

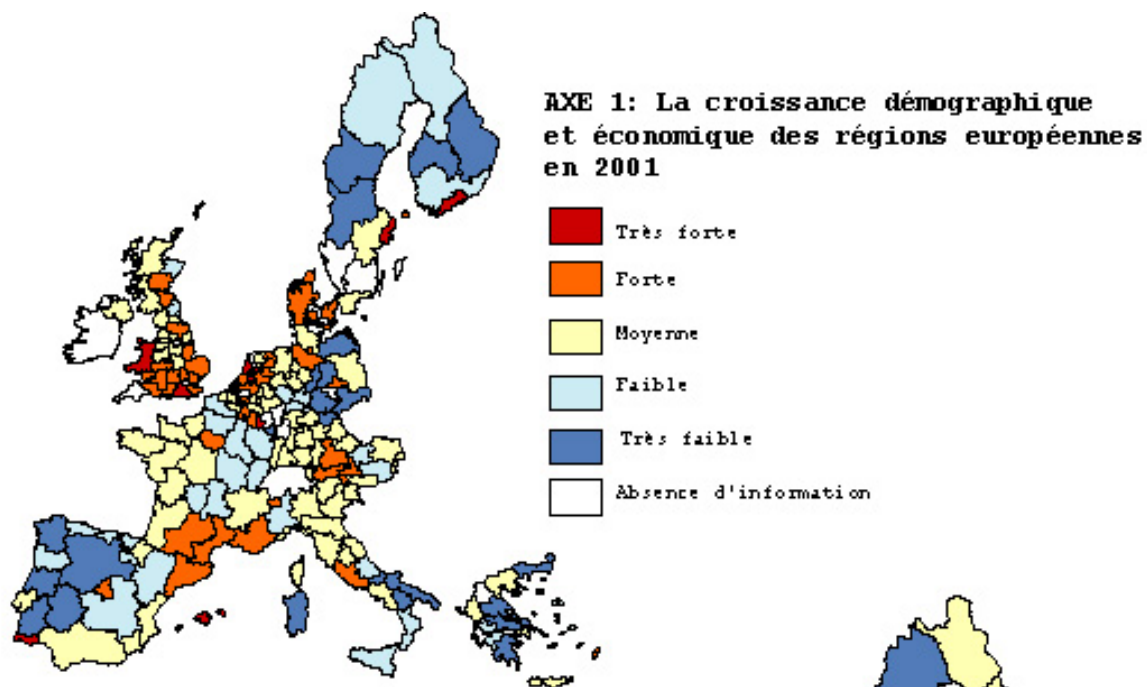
## **2 ANALYSE DE LA DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUE DES REGIONS EUROPEENNES**

Pour étayer cette lecture typologie des dynamiques spatiales, nous avons privilégié une analyse multivariées à partir de 196 régions européennes (NUTS 2) et 14 variables (cf annexe). Cette approche cartographique permet de déterminer les types de dynamique démographiques et économiques en montrant la richesse des situations régionales en relation ou non avec les polarités métropolitaines.

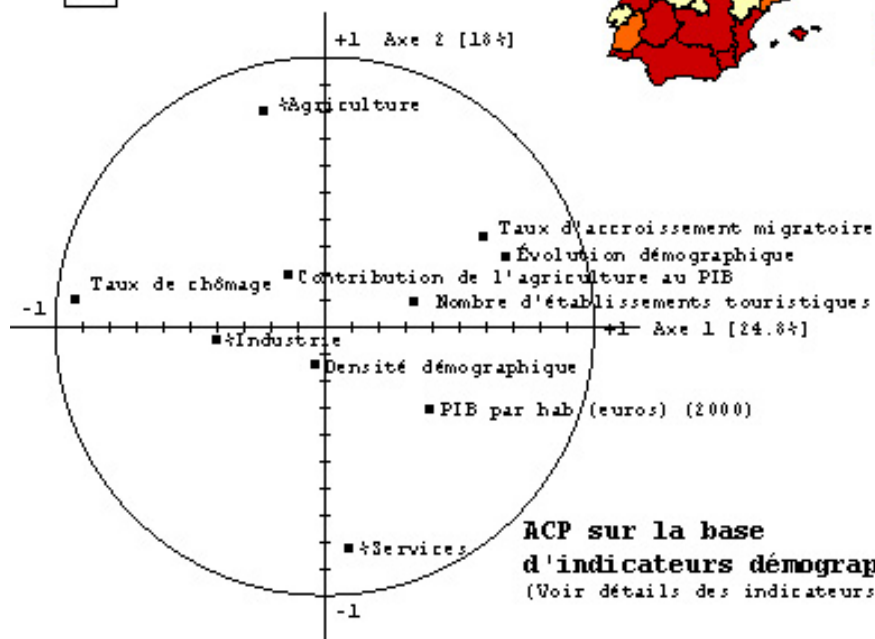
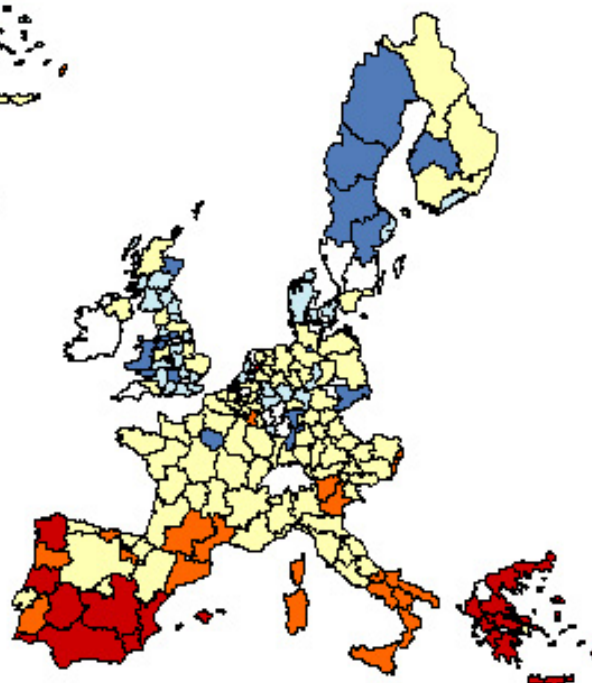
### **2.1 La typologie régionale**

Depuis une trentaine d'années, les campagnes de l'Europe Occidentale, dans leur grande diversité, renouent avec la croissance démographique. Le retournement significatif s'opère ainsi en faveur des campagnes qui, d'un exode général et forcé, passent à un renouveau indiscutable, de plus en plus visible de l'Europe septentrionale aux rives de la Méditerranée. De recensement en recensement, les données nationales montrent que cette croissance, élément le plus visible de la dynamique rurale, gagne peu à peu, sous l'impulsion des flux migratoires, une grande partie des campagnes.

En France, comme en Angleterre ou en Ecosse, les résultats des recensements de la population en 1999 ou 2000 confirment dans la durabilité un processus de repeuplement engagé à présent depuis plusieurs décennies. En Espagne, au Portugal et en Italie, entre 1980 et 2000, la population rurale croît de 2,7 %. Cependant, cette croissance n'a pas été suffisante pour empêcher que son poids dans la population totale ne continue à décroître. Il est vrai que dans le même temps, la croissance démographique des espaces urbains, surtout en Europe médiane (Belgique, Pays-Bas, Ruhr, etc.) et plus particulièrement des communes périurbaines s'est poursuivie à un rythme plus rapide (+ 5,5 % pour les villes et + 15,4 % pour le périurbain).



**AXE 2: Les dominantes économiques des régions européennes en 2001**



**ACP sur la base d'indicateurs démographiques et économiques**  
(Voir détails des indicateurs en annexe)

Source: Données EUROSTAT

Si cette réoccupation des campagnes européennes gagne progressivement du terrain, parfois de manière surprenante, cela ne signifie pas pour autant que l'on s'oriente vers une homogénéisation du territoire. Ainsi, alors que des zones, les moins denses, bien que de plus en plus minoritaires, continuent à se dépeupler, d'autres, souvent à la périphérie des villes, explosent démographiquement. Une partie de la population résidente en milieu rural tire de la ville ses revenus. Des retraités, autrefois actifs en milieu urbain et venant s'installer au moment de la cessation d'activité dans une commune rurale ou des migrants quotidiens qui, résidant à la campagne, gardent leur emploi à la ville, peuplent désormais les *zones à prédominance rurale* (OCDE, European Commission (DV VI), 1997). Dans le cas des retraités, les diverses études sur les flux migratoires vers le rural (OCDE, 1994) montrent leur caractère limité sur le plan quantitatif. La population rurale « migrante quotidienne » est beaucoup plus importante. Elle est très présente autour des grandes agglomérations européennes et se disperse de manière plus ou moins soutenue selon les villes (capitales ou simples métropoles régionales), les Etats ou l'importance des infrastructures locales. En Espagne, l'aire d'influence de Madrid ou en Suède celle de Stockholm reste spatialement plus limitée que celle de Paris, Londres ou Bruxelles, où la dynamique démographique dépasse largement le cadre de leur région respective. Cela tient bien évidemment de la place de chacune des aires urbaines dans la sphère économique mondiale et des différentes densités qui composent l'espace rural environnant.

Les populations, travaillant dans les aires urbaines sont bien évidemment moins nombreuses dans le reste des autres régions significativement rurales (European Commission (DV VI), 1997), compte tenu de l'allongement des distances quotidiennes que leurs pratiques de vie leur imposent. Dans ces espaces, la dynamique rurale est plus liée à la présence d'un autre type de population qui tire ses revenus des entreprises locales, qu'à un processus direct de diffusion urbaine proprement dit.

Le comportement le plus original, car indépendant du processus classique d'urbanisation, est celui des *régions rurales plus isolées*, vaste ensemble très hétérogène, dont la seule caractéristique commune est une très faible influence des espaces urbanisés. Dans les régions espagnoles centrales ou méridionales (Andalousie, Castilla la Mancha, Extremadura) ou françaises (Limousin, Auvergne), malgré un léger recul démographique d'ensemble résultant d'un déficit naturel encore élevé (- 0,34%) dû à un vieillissement prolongé de la population, le solde migratoire devient de plus en plus positif (0,3 % en moyenne par an dans les régions significativement rurales) (OCDE, European Commission (DV VI), 1997).

Dans son ensemble, la croissance de la population rurale s'accompagne de recompositions économiques qui peuvent prendre de nombreux aspects, sans toutefois estomper l'ancien substrat économique, lui-même en profonde mutation, l'agriculture. Si, en tant qu'activité structurante des campagnes, elle régresse de manière plus ou moins marquée en termes d'emploi, surtout en France, Allemagne et dans les Pays Scandinaves, l'ensemble des activités non agricoles, l'artisanat, mais surtout les services, connaissent des dynamiques soutenues. Très hétérogènes et éclatés, les services restent souvent les seuls à même de pouvoir créer des emplois dans des espaces où les perspectives économiques sont limitées. Cette mutation économique d'importance apporte ainsi des modifications notoires dans les hiérarchies d'activités et donnent une place de plus en plus prépondérante aux services dans les campagnes les plus isolées, comme partout ailleurs.

En s'appuyant sur la représentation territoriale proposée par l'OCDE, il est noté l'importance de la dynamique des activités de service dans les économies rurales, importance d'ailleurs non corrélée avec les différences de peuplement ou d'organisation spatiale (Andalousie +4,5% par an entre 1990 et 2000, Calabre +3,6%, etc.). L'agriculture n'assure plus dans ces espaces qu'un emploi sur cinq. Les emplois tertiaires, les seuls en croissance généralisée, représentent dans leur diversité plus de 50 % en moyenne de l'emploi total dans les régions *significativement rurales*. A un déclin de 4% par an en moyenne de l'emploi agricole correspond une stabilité de l'emploi industriel, tandis que dans le même temps, les emplois de service, qui représentent près de la moitié des emplois offerts en milieu rural, suivent un rythme de croissance annuelle de l'ordre de 6% par an au cours des années 80, avec une croissance plus soutenue en Europe Médiane et septentrionale que méridionale. Ainsi, la croissance globale du tertiaire concerne tous les types de région (à dominante urbanisée, à prédominance rurale ou significativement rurale) même si la ville s'identifie depuis ses origines au tertiaire tant public que privé.

Depuis le début des années 1970, l'évolution et la répartition de la population et des emplois en Europe Occidentale, entre espaces de faible densité et pôles urbains, ne semble pas devoir, à priori, contredire les thèses de la *métropolisation*, l'ensemble des emplois, essentiellement tertiaires, ne cessant de progresser dans les régions essentiellement urbaines, comme en Ile-de-France (+ 12% entre 1990 et 2003), dans le *South-East* au Royaume-Uni (+16,5%), dans le Brabant en Belgique (+18%) et dans les régions densément peuplées des Pays-Bas et du Danemark. Ces régions urbaines bénéficient de quatre grands atouts. Elles sont des plaques

tournantes pour la distribution et les transports au niveau international ; elles sont axées sur la recherche et les activités de pointe ; leur économie tire un profit évident du rayonnement de leur ville centre, capitale d'Etat ou Européenne ; et elles offrent de nombreuses possibilités en matière d'accueil d'entreprise. A ces régions urbaines où la dynamique est déjà ancienne, il faut ajouter le *Lander* de Berlin, qui avec plus de 21% de croissance de l'emploi tertiaire depuis le début des années 1990, devient en dynamique, un pôle majeur de croissance. Cependant, les forces socio-économiques ne se réduisent pas à un simple mécanisme d'agglomération dans les régions essentiellement urbaines. Les différentes évolutions semblent révéler des processus plus ou moins marqués de dispersion de la dynamique dans des régions plus périphériques (sud de l'Angleterre, sud du Portugal, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur en France, Catalogne, Ouest de l'Autriche, etc.). Comment expliquer une telle situation ?

On peut d'abord évoquer des processus de **délocalisation d'activités** vers l'espace rural, dans un contexte de mondialisation des économies nationales, à une époque où les différentiels de coût du travail jouent encore un rôle central. Ce phénomène touche essentiellement le secteur industriel, mais les délocalisations vers l'espace rural européen occidental sont encore bien limitées. Alors, comment expliquer la dynamique socio-économique de régions principalement rurales ? En ce sens, les deux situations de desserrement ou dissémination sont à prendre en considération. Entre *périphérisation* du modèle urbain et autonomisation économique, les trajectoires des régions rurales paraissent à ce titre assez complexes.

Des processus de desserrement, liés à **la position des espaces ruraux vis-à-vis des pôles urbains**, en référence aux thèses de la *métropolisation*, expliquent en grande partie la dynamique de certaines régions. En périphérie directe des régions urbaines, les villes, souvent capitales nationales et à stature internationale, continuent de jouer un rôle moteur et commandent en grande partie le niveau de l'emploi rural en fonction des coûts de congestion, des *déséconomies* d'agglomération, de la possibilité pour certains grands organismes de séparer géographiquement leurs activités de production de leurs fonctions intellectuelles de commande, de conception.

Depuis 1990, dans des régions comme le *Tayside* et le Borders Central, dans les régions peuplées des Pays-Bas ou du nord de la Belgique, la diffusion des emplois urbains (+12%) est essentiellement tertiaire (activités informatiques, gestion d'entreprises, cabinets d'études). La nature de ces gains correspond à un processus de décongestion vers les périphéries de services

souvent très spécialisés, qui conservent une proximité géographique des centres de décision et dans certains cas des marchés finaux.

Ailleurs, **les dotations factorielles et les avantages des espaces ruraux** expliquent en partie une dissémination des emplois et des populations, indépendamment de la situation urbaine. Jusqu'à une période récente, ils étaient analysés à partir de la disponibilité et de la qualité des terres, eu égard à la productivité agricole (SCHMITT, 1996), ce qui explique le développement d'une agriculture intensive dans La Beauce, la Brie en France et dans les grandes plaines de l'Europe Médiane.

Aujourd'hui, ces avantages comparatifs liés à la terre jouent de manière limitée. Ils expliquent la différenciation qui existe entre les espaces ruraux en termes d'intensification de la production agricole. Toutefois, ils n'ont pas d'effets sur la croissance de l'emploi puisque, paradoxalement, les espaces ruraux les plus performants dans le domaine agricole (l'ouest de la France, les grandes plaines de l'Europe médiane) donnant lieu aux productions les plus intensives, sont souvent ceux qui sont les moins peuplés. Aujourd'hui, l'évolution des systèmes de production, marquée par la prééminence du modèle productiviste, corrélativement à la disparition des frontières nationales, remet en cause la nature des différenciations qui ordonnaient les spécificités agricoles des espaces ruraux. Ainsi, une redistribution des grands espaces agricoles de production s'opère depuis quelques années (Catalogne, Andalousie, région de Valence en Espagne), obéissant pour les différentes spéculations à de nouveaux critères de localisation. Les avantages comparatifs traditionnels sont ainsi remis en cause dans une nouvelle hiérarchie favorisant la relocalisation et la concentration spatiale de l'agriculture.

Si l'ouverture internationale des marchés agricoles atténue les effets liés à la nature des sols et des climats, la crise du marché de l'emploi se traduit par un resserrement de l'éventail des salaires sur le plan spatial. Les écarts de salaire pour les emplois de bas niveau ne sont pas suffisants, lorsqu'ils existent entre rural et urbain, pour justifier à eux seuls une implantation dans les régions significativement rurales.

Mais, c'est du côté de la fonction résidentielle (permanente ou temporaire) qu'il faut chercher des éléments de réponse de la dynamique rurale. L'existence d'activités correspondant à des demandes pour des biens immobiliers se traduit par des localisations spécifiques qui échappent

aux forces habituelles de dispersion et d'agglomération. Cela concerne en particulier les activités récréatives consommatrices d'espace, très présentes dans le sud de la France, dans le sud du Portugal dans la région Algarve, dont les facteurs de localisation et de développement dépendent de dotations naturelles attractives et de leur coût d'accès par les consommateurs. Dans ces régions, l'extension et l'intensification des fonctions résidentielles et récréatives ont donné un coup de frein à la lente et persistante érosion du service rural. Les nouvelles populations résidentes, favorisent la stabilisation et la reprise des services de proximité dans les zones où elles s'installent, que ce soit dans le domaine public ou privé.

## **2.2 Quelques éléments d'explication de la dispersion des activités dans les campagnes européennes.**

Le renouveau démographique et économique des espaces ruraux en Europe est une réalité que plus personne ne conteste. Devant la mutation du système productif, dans un contexte de mondialisation largement favorable aux métropoles, l'espace rural n'apparaît pas totalement à l'écart d'un processus qui affectent l'ensemble du système productif et semble même parfois tirer profit d'avantages dont il est porteur.

Dans une dimension très large, le processus de tertiairisation généralisé des économies occidentales joue bien au-delà des villes favorisant d'une certaine mesure le dynamisme de l'emploi en milieu rural. Ces mutations témoignent alors en partie d'une homogénéisation des styles de vie urbains et ruraux, d'une élévation générale des niveaux de vie et d'un phénomène de rattrapage des consommations que LABORIE (1983) observait dans les petites villes en France durant les années 60 pour l'ensemble des services à la population. L'impulsion de financements publics ou privés d'emplois temporaires, parallèlement à l'augmentation de la précarité en milieu rural ont confirmé le rôle quasi thérapeutique des espaces ruraux. Effectivement, la demande sociale de plus en plus confirmée (mais encore peu solvable) pour des activités d'entretien de l'espace, correspond à une offre jusque-là non exprimée de travaux en plein air, nettoyage des berges, des forêts, conservation du patrimoine architectural (AZNAR, PERRIER-CORNET, 2003) pour une meilleure valorisation des campagnes en liaison avec le développement touristique.

L'explosion des demandes de loisir ainsi que de santé, dans une société urbaine en quête de nouvelles valeurs est également à l'origine des mutations du système productif rural. Ces

situations spécifiques aux régions méridionales ( Languedoc, PACA en France, Catalogne, Province de Valence en Espagne, Italie du sud, etc. ) peuvent favoriser l'accueil de populations migrantes. Dans le même temps, l'image du milieu urbain tend à devenir négative, avec le problème des banlieues, la prise de conscience des effets de pollution, l'anonymat des individus et plus généralement les difficultés de vivre, tandis que le milieu rural s'identifie, non plus au passé et à une société traditionnelle, mais à un nouveau mode de vie valorisant, où l'individu recouvre sa liberté dans un environnement à sa dimension. La taille des collectivités et des sociétés villageoises, pour des individus, entrepreneurs, tient une place prépondérante dans la recherche de la reconnaissance sociale, face à l'anonymat engendré par les villes. L'appartenance au milieu rural reste un élément fort des ancrages ruraux. BODSON (1993), à partir d'un échantillon de ruraux de Belgique, a démontré que plus des deux tiers de ces néoruraux possédaient des origines rurales. La recherche de racines, quelles soient réelles ou d'adoption, peut conduire à des choix résidentiels ruraux: le contenu identitaire, la mémoire, l'imaginaire peuvent jouer dans la fixation de tel ou tel citadin dans telle ou telle campagne. Ce phénomène est réel mais ne doit pas être surestimé. En effet seulement 10% des ménages de l'étude de Bodson ne sont strictement urbain.

Alors que la ville, et en particulier la mégapole s'inscrit de plus en plus dans la mondialisation, le rural devient aux yeux d'un nombre de plus en plus grand d'individus et surtout des urbains, un milieu qui échappe en partie à cette globalisation. C'est un espace où l'initiative individuelle ou à l'échelle du ménage peut encore s'affranchir des contraintes extérieures, tant dans le domaine résidentiel que dans celui de la création d'activités et d'emplois. KAYSER (1969), en parlant d'espace *non métropolisé* mettait en avant le fait que les zones apparemment éloignées de tous centres urbains avaient des possibilités et des chances que les villes n'avaient plus. Il écrivait à ce sujet, que *les possibilités et chances se situent au niveau des transformations technologiques qui peu à peu feront diminuer les avantages de la concentration et réduiront les inconvénients liés à la dispersion* (KAYSER, 1969). Pour l'auteur, ces dernières sont liées à l'évolution des modes de vie et aux transformations du genre de vie. A cette époque l'auteur voit dans l'espace *non métropolisé* un territoire susceptible de répondre aux nouvelles exigences, parallèlement à l'affaiblissement des contraintes inhérentes à l'enclavement et à l'isolement, par le développement de nouvelles techniques et des réseaux permettant une déconcentration facilitée de certaines activités.

Le tissu économique rural peut également être un atout et jouer un rôle déterminant dans les nouvelles dynamiques engagées. L'importance des petites et moyennes entreprises dans le tissu productif rural, leur fonctionnement mais également leur adaptation plus facilitée à la crise, peuvent constituer un atout non négligeable dans une société en pleine mutation. Ces petites entreprises, comme l'ensemble des structures économiques sont alors réceptives et bénéficiaires des progrès techniques et se comportent souvent comme de petits centres d'innovation leur permettant de dépasser leur simple marché local. La crise qui a affecté les économies nationales a démontré que les petites entreprises ont résisté beaucoup mieux que les autres structures économiques qui ont perdu énormément d'emplois. Les petites entreprises des secteurs traditionnels sont alors celles qui se comportent le mieux, notamment dans les secteurs traditionnels, comme le bâtiment, profitant du fait du marché de la construction individuelle et de la réhabilitation de l'habitat, comme dans les secteurs plus innovants, tourisme, accueil, hôtellerie, etc. Ainsi, l'espace rural bénéficie de ce phénomène de résistance et d'expansion des petites entreprises souvent à même de s'adapter et d'innover. Leur prédominance participe donc en quelque sorte à la bonne santé économique relative de l'espace rural et agit comme un facteur de résistance face à la crise qui affecte les grosses entreprises. Ainsi, la petite structure, considérée jadis comme fragilisante du tissu économique rural, s'avère être, en temps de crise, un atout non négligeable.

Il en est de même avec la faible industrialisation qui, par certains aspects, peut, en période de crise, être perçue comme un relatif avantage, non négligeable. La crise des industries lourdes a affecté des régions entières. Les politiques de reconversion initiées pour redynamiser les régions durement affectées (sud de l'Angleterre, Ruhr, Lorraine, nord de l'Italie), ont littéralement mis sous tutelle administrative (Etat, syndicats) des espaces marqués par l'industrie. Les modes de vie, les capacités d'innovation, les qualifications particulières héritées des structures industrielles constituent alors pour Aydalot un point problématique pour le renouveau industriel, mettant souvent un frein à toute innovation qu'elle soit technologique ou sociale. Aussi, des espaces ruraux profonds qui n'ont pas bénéficié de l'essor industriel, sont plus réceptifs aux mutations technologiques (FOURNIER, 2000). De moins en moins considérés comme des espaces agricoles relativement en retard sur les modèles urbains, ils peuvent offrir de nombreux avantages, concernant la diffusion des connaissances, des techniques et la mobilité des hommes.

L'espace rural peut se prévaloir de jouir d'une certaine liberté. Pouvant être comparé à ces Suds dont le renouveau a été démontré par plusieurs auteurs (ROUZIER, 1990; THIREAU, 1993), il porte en lui d'autres réponses aux nouvelles exigences des hommes. THIREAU (1993) écrivait à ce sujet que *la volonté conquérante se manifeste en ces lieux où se composent des nouvelles formes sociétales et économiques peut-être vouées à s'étendre*. L'attrait du cadre de vie différent et attrayant peut s'avérer déterminant et si des nouvelles contraintes de localisation favorisent encore plutôt les villes, il n'en demeure pas moins que les comportements actuels des entrepreneurs, souvent en quête de bien-être social avant la recherche du profit économique, offrent des chances non négligeables de renouveau de l'espace rural. L'essentiel reste cet ensemble d'avantages physiques, dont bénéficient globalement les campagnes (air, calme, faibles densités, confort, espace..), avantages qui s'ils ne sont pas automatiquement perceptibles par les entreprises ou les activités elles-mêmes, deviennent primordiaux pour les individus.

### **3 AUTONOMIE VERSUS PERIPHERISATION ?**

L'opposition que l'on peut envisager entre autonomie des espaces ruraux et périphérisation signifie qu'il peut exister des effets de seuils à partir desquels certaines formes de dynamiques économiques opèrent dans ces territoires. Les influences des espaces métropolisés peuvent, par exemple, jouer sur une certaine *périphérisation* de zones rurales mitoyennes. Des dépendances peuvent alors s'exprimer et engendrer différentes proximités (économiques, culturelles, sociales...). Il existe également des formes d'intégrations spatiales entre l'espace rural et la région d'influence métropolitaine. Le concept de région rurale a pour contenu l'ensemble des interactions entre les espaces ruraux et les espaces urbains et permet d'être compris comme un ensemble intégré. Le renouveau de l'intégration des espaces ruraux permet de dévoiler de nouvelles formes de l'économie rurale qui devient plus fortement dépendante de l'espace que des relations intersectorielles. La relation à l'éloignement de l'aire métropolitaine est de ce fait une voie à explorer.

#### **3.1 L'intégration des espaces comme expression du degré de périphérisation**

La question de l'intégration est un thème récurrent en science régionale. Concernant les espaces ruraux, on estime qu'il existe différentes formes d'intégration depuis les espaces ruraux entre eux jusqu'aux relations entre espaces ruraux et espaces urbains. La graduation de ces interrelations a souvent été étudiée (GAIGNE *et al.*, 2003) et peut être considérée comme l'une des expressions de la structuration de l'économie de territoires souvent aux contacts de

grandes métropoles. Concernant l'emploi industriel et sa dynamique, la présence d'avantages spécifiques aux espaces de faible densité (faible pression foncière, prix du foncier, matières premières, etc.) permet à l'ensemble des secteurs, de tirer partie du territoire. En fait, il existe une relation entre la faible densité, les effets structurels qui sont parfois très faibles et les effets géographiques. L'idée de proximité géographique est opérante dans ce cas de figure car elle compenserait en partie la faiblesse des effets structurels comme la présence d'une métropole ou de grandes unités urbaines pour des zones éloignées des centres urbains.

Le problème de l'intégration se pose également en fonction de la proximité des espaces entre eux, réceptacles d'avantages comparatifs. Cette proximité et son degré de « présence » forte ou faible par rapport à une unité urbaine par exemple, seraient des critères d'explication de la modification des formes d'intégration spatiale.

On considère ici que l'on observe deux types d'intégration.

- une *intégration plutôt verticale* qui serait liée à des activités économiques plutôt traditionnelles où les effets structurels (marchés, transports, etc.) sont déterminants dans l'évolution des économies rurales,
- une *intégration qualifiée d'horizontale* qui serait étroitement liée la proximité spatiale,
  - o soit des espaces ruraux de faible densité entre eux dont l'intégration est axée sur de nouvelles bases économiques et qui formeraient un vaste espace d'intégration horizontale
  - o soit des espaces sous l'influence des villes comme les zones périurbaines plus sensibles à la proximité des effets du centre urbain.

Historiquement, l'intégration du rural a été accentuée par la quasi monoactivité de son économie, illustrée par l'accroissement des filières agroalimentaires ou industrielles type *labor using* par exemple. Cette évolution est caractéristique des économies d'intégration verticale. La dépendance envers les forces du marché a abouti à une simplification des relations industrielles et à une dépendance envers les *espaces du centre*.

Aujourd'hui, on peut considérer que l'intégration verticale ne se réduit pas de façon massive mais se requalifie. Elle est plutôt en phase de recomposition autour d'activités économiques plus accès sur les économies de rente que les économies d'échelles, les relations avec les espaces métropolisés se diversifiant en terme de marchés (agricoles, artisanaux, services) et en terme fonctionnel avec les caractéristiques résidentielles, touristiques, etc.

L'intégration horizontale est une forme qui introduit plus largement la dimension spatiale et l'espace en général dans les dynamiques rurales. Les proximités des acteurs dans ces zones

sont multiples. L'économie territoriale s'appuie sur la construction, par les acteurs, d'activités économiques novatrices.

Il n'y a pas que des acteurs locaux dans ces stratégies, il peut y avoir des acteurs nationaux qui jouent sur le local et son système. L'originalité réside alors dans les relations de proximité (qui ne sont pas que géographiques) qui organise le développement de l'économie territoriale. A ce titre, on peut reprendre l'expression de A BAILLY (1998), *l'espace est au territoire ce que la distance est à la proximité*. La dimension territoriale de la proximité est liée à des échelles géographiques variables. On peut avoir des distances physiques importantes avec les zones métropolitaines et avoir une grande proximité avec cet espace. L'intégration horizontale s'explique plutôt par le jeu des échelles. La première renvoie à l'individu, et au fait que la perception de l'espace par cet individu va déterminer la proximité qu'il entend intégrer. La seconde est celle du groupe social dans lequel l'individu s'identifie. C'est cet espace vécu dans lequel l'individu se positionne en relation avec l'espace vital, social et le milieu. La dernière est celle de la résilience, et du fonctionnel. Elle favorise la coordination des organisations territoriales et assure une meilleure gouvernance des territoires. Dans ces zones rurales d'intégration horizontale, la superposition d'échelles géographiques différentes permet d'avoir une souplesse plus grande et une réactivité plus forte de ces espaces économiques avec les zones de marchés par exemple.

### **3.2 La renouveau d'une économie rurale basée sur les diversités des formes d'intégration**

Le renouveau de l'économie rurale, si l'on peut considérer qu'elle a toujours sa spécificité, est une thématique sans cesse renouvelée. Dans un contexte de mondialisation des économies engendrant un resserrement de l'emploi autour du phénomène de métropolisation, de recomposition du système productif et des mutations technologiques, l'espace rural semble se caractériser par une économie plurielle. Loin de se désertifier, il développe et réaffirme sa fonction productive, en particulier par le développement des fonctions résidentielles, touristiques, des activités non agricoles et agricoles plus ciblées sur les produits à degré de savoir faire plus élevé, l'artisanat et de manière plus importante les activités tertiaires et les services.

Dans le domaine de l'agriculture, l'intégration des espaces ruraux semble se modifier de façon considérable, si l'on étudie les activités agricoles orientées sur les qualités territoriales des produits. Avec l'accroissement des mobilités par le tourisme par exemple, par

l'information qui est véhiculée, les espaces de connaissance des produits d'origine géographique peuvent être considérés comme dynamiques. Ces dynamiques affectent progressivement l'intégration de ces espaces ruraux où s'élaborent les produits alimentaires. On assiste à une évolution plutôt favorable des consommations de produits qui étaient jusqu'ici assez marginalement connues par les individus. Parfois, les consommations ne concernent que des populations régionales. Aujourd'hui, les produits et leur réputation respective dépassent les zones étroites d'où elles avaient l'habitude d'être véhiculés pour toucher des zones de plus en plus étendues. Cette intégration horizontale, spatialisée et diffuse, est une expression de ce que peuvent connaître les économies rurales axées sur ce type de créneaux.

Dans le domaine du tourisme par exemple, et du tourisme culturel, les espaces ruraux peuvent être l'objet d'intégration. L'intérêt du tourisme culturel réside principalement dans le différentiel d'intérêt culturel d'un espace par rapport à un autre espace qui lui serait concurrent. Les spécialistes de la croissance économique du long terme estiment que les ressources naturelles et leur abondance (ou leur rareté) perdent aujourd'hui une part de leur capacité explicative de la croissance et de la productivité des territoires. La qualité des équipements et celle des individus, à travers la qualité du capital humain sont sources de création de connaissances nouvelles qui sont de plus en plus incorporées dans les équipements et agissent sur la croissance des espaces. De fait, une grande partie du capital est constitué du capital intangible sous forme d'investissement en formation, en recherche et développement et plus globalement d'investissement dans la production et la transmission de la connaissance. Dans les pays occidentaux et aux États-Unis, le stock de capital intangible dépasse largement celui du capital tangible dès le milieu des années 70. Le tourisme culturel n'échappe pas à ce mécanisme. Les investissements de formes à dominante immatérielle, selon la terminologie de H. JAYET (1993) prédominent ou doivent prédominer si l'on veut aboutir à un transfert optimal du tourisme culturel vers une économie de savoir. De ce point de vue, le tourisme culturel constitue l'un des effets de levier pour ces espaces ruraux aujourd'hui, et là aussi, l'intégration horizontale prédomine dans ces zones.

## CONCLUSION

Les deux situations – intégration et périphérisation - existent et dans le cadre de cette communication, il a été question de donner une lecture globale et typologique des espaces ruraux européens en terme d'intégration ou de périphérisation et de dominante économiques et démographiques. A partir d'une revue de la littérature, l'analyse du concept de counterurbanization a permis de faire ressortir la difficile approche des espaces ruraux en Europe. Cela nous conduit à considérer que les dynamiques régionales dans certains pays de l'Europe sont soumis à des processus de différenciation des espaces ruraux en utilisant les notions de desserrement, d'intégration, d'association en essayant de caractériser chaque type par sa logique de rattachement à un système productif plus large. Les notions d'intégrations – verticale et horizontale – introduisent pour la dernière l'espace ce qui permet de concevoir des dynamiques rurales plus autonome et axées sur des économies de variétés et territoriales renouvelées.

## BIBLIOGRAPHIE

- AUBERT F., PERRIER-CORNET P., 1997, Résistance et redéploiement de l'emploi industriel dans les espaces ruraux français, Communication au *XXXIII<sup>e</sup> Colloque de l'ASRDLF*, Lille.
- AYDALOT P., 1984, « A la recherche de nouveaux dynamismes spatiaux » in *Crise et espace*, P. Aydalot (ed.), éditions Economica, Paris, 38-59.
- AZNARD O., PERRIER-CORNET P., 2003, « Les services environnementaux dans la dynamique des espaces ruraux », communication au *Colloque du RESER*, Mons..
- BAILLY A., 1998, Maîtriser les proximités (postface), *Approches multiformes de la proximité*, éditions Hermes, Paris, 341-343.
- BAUER G., ROUX J.M., 1977, *La rurbanisation ou la ville éparpillée*, éditions du Seuil, Paris.
- BEALE C., 1975, *The revival of population growth in non-metropolitan America*, Economic Research Service, Washington, 15 p.
- BERGER A., 1975, *La nouvelle économie de l'espace rural*, Edit. Cujas.
- BERGER A., CHEVALIER M., DEDEIRE M., 2004, *Les nouveaux territoires ruraux, éléments d'analyses*, édition Publications Montpellier 3, Montpellier, (à paraître).
- BERRY B.J.L., 1976, "The Counturbanization Process: Urban America Since 1970, in Berry B.J.L.", *Urbanization and counterurbanization, Urbain affairs*, Annual Review, 17-30.
- BODSON D., 1993, *Les Villageois*, Editions l'Harmattan, Coll. Alternatives Rurales, Paris.
- BRUN A., 1993, « Territoires et bassin de vie », In *Naissance de nouvelles campagnes*, B. Kayser (sous la dir.), DATAR, édition de l'Aube, 51-64.

BRUN A., CAVAILHES J., PERRIER-CORNET P., SCHMITT B., 1992, les espaces ruraux revisités, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°1, 37-66.

BULLER H., 1991, Le processus de "couter-urbanisation" (grande Bretagne) et la "péri-urbanisation" (France) : Deux modèles de retour à la campagne, *Economie Rurale*, n° 202-203.

CARUSO G. 2002, « La diversité des formes de la périurbanisation en Europe », In *Repenser les campagnes*, Ph. Perrier-Cornet (sous le dir.) édition de l'aube, 67-99.

CAVAILHES J., JAYET H., 1996, « Analyser les espaces ruraux : trois clés de lecture », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, 187-198.

CHAMPION A.G., 1990, "The Counterurbanization Expertise" in Champion A.G. "Counterurbanization : the changing Pace and Nature of population Déconcentration", London, Edward Arnold, 1-18.

CHEVALIER P., 2002, *Dynamiques tertiaires de l'espace rural*, Editions de l'Université Montpellier III.

CLOUT H. 1993, « Aspects of rural change in the United Kingdom », *NOROIS*, Tome 40, n° 60, 555-572.

CORSETI G., LAZZERONI M., 1997, « Développement et changements urbains. Le cas de l'Italie », *Revue de l'Economie Méridionale*, 45, n° 177-178, 53-62.

CROSS D.F.W., 1990, *Counterurbanization in England and Wales*, éditions Avebury, Newcastle upon tyne, 264 p.

DEZERT B., METTON A., STEINBERG J., 1991, *La périurbanisation en France*, Editions Sedes, Paris, 226 p.

DIRY J.P., 1999, *Les espaces ruraux*, Paris, SEDES.

FERRAS SEXTO C, 1998, « Un nuevo mundo rural postindustrial ? Aproximacion teorica a los fundamentos del cambio rural-urbaino » in *Actas del VIII coloquio de Geografía Rural*, Jaca, Universidad de Zaragoza, 89-98.

FONT E., 1997, *Les activités non agricoles dans la recomposition de l'espace rural*, Thèse de Sciences économiques, Université de Montpellier I.

FOURNIER M., 2000, « De la résilience sigolénoise à la diffusion yssengelaise : création d'entreprise et vitalité des systèmes productifs locaux », *Revue de l'Economie Méridionale*, n°189-190, 47-62.

GAIGNE C., PIGUET V., SCHMITT B., 2003, « Dynamique urbaine, périurbaine et rurale de l'emploi industriel : une analyse structurelle-géographique basée sur les évolutions 1990-1999 », *Colloque de l'Association de Science Régionale en Langue française*, Lyon 1,2 et 3 septembre – Concentration et ségrégation, Dynamiques et inscriptions spatiales – 33 p. <http://asrdlf2003.entpe.fr/pdfpapiers/A2/78.pdf>

GASCHET F., LACOUR C., 2002, « Métropolisation, centre et centralité », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 1, 49-72.

GAVIGNAUD G., 1983, *La révolution rurale, essai à partir du cas américain*, éditions Horvath, Le coteau, 162 p.

HALFACREE K H, 1994, « The importance of « the rural » in the constitution of counterurbanization : evidence from England in the 1980s », *Sociologia Ruralis*, Feb.

- HODGE I., MONK S. (2004) « The economic diversity of rural England : stylised fallacies and uncertain evidence », *Journal of rural studies*, 20, 263-272.
- HOGGART K., H. BULLER, (1987) *Rural development*, éditions Crom Helm, Londres.
- ILBERY B., KNEASFEY M., 1998, « Product and place: promoting quality products and services in the lagging rural regions of the European Union. » *European Urban and Regional Studies* 5, 329-341.
- JAYET H., 1993, Territoires et concurrences territoriales, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°1, pp. 55-75.
- JOUVAUD M., 1996, « Vers une typologie des services aux entreprises selon leurs facteurs de localisation », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°3, 429-446.
- KANAROGLOU, P., BRAUN, G., 1992, « The pattern of counterurbanization in the Federal Republic of Germany. » *Professional Geographer* 38, 170-181.
- KAYSER B. (sous la dir.), 1993, « Naissance de nouvelles campagnes », DATAR, édition de l'Aube, 174 p
- KAYSER B., 1990, *La renaissance rurale, Sociologie des campagnes du monde occidental*, éditions Armand Colin, Paris, 304 p.
- KONTULY T., 1992, National-, regional- and urban-scale population deconcentration in West Germany, *Landscape and Urban Planning*, Volume 22, 2-4, 219-228.
- LABORIE J.P., 1983, « Des banlieues partout...en Midi-Pyrénées », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, Tome 54.
- MATHIEU N., 1982, « Questions sur les types d'espaces ruraux en France, » *L'Espace géographique*, n°2, 35-39
- MATHIEU N., DUBOSCQ P., 1985, *Voyage en France par les pays de faible densité*, Toulouse, CNRS.
- MITCHELL C.J.A., 2004, « Making sense of counterurbanization », *Journal of Rural Studies*, Volume 20, Issue 1, 15-34.
- MORGAN SANT, PETER SIMONS, 1993, « Counterurbanization and coastal development in New South Wales, » *Geoforum*, Volume 24, Issue 3, August 1993, 291-306.
- OCDE, 1994, *Créer des indicateurs ruraux pour étayer la politique rurale*, éditions de l'OCDE, Paris, 97 p.
- OCDE, 1997, Européen Commission (DV VI).
- POLESE M., *Economie urbaine et régionale : logique spatiale des mutations économiques*, Paris, Economica, 1994.
- ROUZIER J., 1990, « La mutation de l'arrière-pays méditerranéen ou un modèle pour la revitalisation des communes rurales », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°5.
- ROUZIER J., 1999, *Les trajectoires régionales en Europe, des dynamiques imprévues*, Territoires en Mutations, 5, Université Montpellier III, 158 p.
- SAVY M., VELTZ P., 1993, *Les nouveaux espaces des entreprises*, DATAR, Editions de l'Aube.
- SCHMITT B., 1996, « Avantages comparatifs, dynamiques de population et d'emploi dans les espaces ruraux », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, 43-55.

STOCKDALE A., FINDLAY A., SHORT D., 2000 « The repopulation of rural Scotland : Opportunity and threat », *Journal of Rural studies*, 16, 243-257.

TERLUIN I.J., 2003, « Differences in economics developement in rural regions of advanced countries : an overview and critical analysis of theories », *Journal of rural studies*, 19, 327-344.

THIREAU V., 1993, *Les nouvelles dynamiques spatiales, à la redécouverte des territoires*, Editions L'Harmattan, Paris.

**ANNEXE**

## Liste des variables utilisées dans ACP

<i>Nom de la variable</i>	<i>Valeur</i>	<i>Années</i>
Part de la population active agricole	%	2001
Part de la population active industrielle	%	2001
Part de la population active tertiaire	%	2001
Densité de population au Km <sup>2</sup>	VA	2001
Evolution totale de la population	%	1996 - 2000
Taux d'accroissement migratoire	Unité pour 1000 habitants	1999
Taux d'immigration/ émigration	Unité pour 1000 habitants	1999
Contribution de l'agriculture au PIB régional	%	2000
PIB régional par hab	euros	2000
Taux de chômage	%	2001
Taux d'emplois des actifs en âge de travailler	%	2001
Part du commerce et des services dans l'emploi total	%	2001
Nombre des établissements touristiques	VA	2001
Part des nuitées passées par des non résidents dans l'espace de référence	%	2001

*Source* : données EUROSTATS 2003